

Les relations des États-Unis avec l'Allemagne et l'Union européenne. Un inventaire incomplet

par Jürgen Chrobog

Qui parmi nous en Europe aurait pu penser que les rapports transatlantiques en arriveraient à un niveau si bas ? Qui aurait cru que l'Allemagne, le plus proche allié des États-Unis deviendrait **le souffre-douleur du gouvernement américain** ? Une victoire électorale du président Trump en novembre renforcerait encore cette tendance.

Pour l'Allemagne, l'Amérique représentait **un point d'ancrage solide dans le système de valeurs transatlantique**, du point de vue de sa politique de sécurité, économique, politique et sociopolitique. L'annonce par Obama d'un virage plus fort vers l'Asie (**Pivot to Asia**) n'y aura rien changé. Obama n'a jamais remis en question l'importance de l'architecture de sécurité transatlantique et le rôle de l'Allemagne - en particulier de la chancelière allemande. Même pendant la guerre en Irak et les relations tendues entre le chancelier Schröder et George W. Bush, les désaccords ont été surmontés dans l'intérêt mutuel bien compris. L'Allemagne est restée « **Partenaire dans le leadership** » un rôle qui avait été revendiqué auparavant par la Grande-Bretagne, en particulier par Tony Blair. Depuis son entrée en fonction en 2017, le président Trump a débarrassé les États-Unis de presque toutes **les obligations découlant des traités internationaux**, n'a jamais caché son mépris pour les organisations internationales et a annulé les adhésions américaines.

Le bilan du gouvernement Trump est particulièrement inquiétant en raison de la **résiliation de la quasi-totalité des accords de désarmement et de contrôle des armements**. Avec le traité FNI sur l'interdiction des armes nucléaires terrestres à moyenne portée, l'un des plus importants traités de désarmement entre les États-Unis et la Russie a expiré en 2019. Cela signifie que les deux pays peuvent à nouveau construire de telles armes sans restrictions. L'Europe centrale est particulièrement menacée dans ce domaine. L'Allemagne, en particulier, avait fait des efforts pour parvenir à cet accord.

Dans l'intervalle, les États-Unis se sont retirés unilatéralement du **Traité Ciel ouvert** qui a permis aux États signataires d'effectuer des vols de reconnaissance mutuelle dans l'espace aérien de chacun d'entre eux et a constitué un élément important du renforcement de la confiance mutuelle. Comme toujours, chaque partie accuse l'autre de violation des traités.

Le Traité de **Réduction des armes stratégiques (START)** est sur le point d'expirer. Poutine a proposé une prolongation de cinq ans sans conditions préalables. Ce temps pourrait ensuite être mis à profit pour renégocier un nouveau traité de lancement. Trump a exigé comme condition préalable la participation de la Chine, qui n'est pas prête à le faire, en soulignant que les États-Unis et la Russie possèdent 92 % de toutes les armes nucléaires. Dans l'intervalle, un accord a été conclu sur les discussions entre les ministres des affaires étrangères à Vienne le 20 juin. La raison de cette volonté de chaque côté, en particulier du côté russe, est probablement le coût immense du renouvellement des 1 550 ogives nucléaires et de leurs vecteurs. Mais Trump peut encore jouer la carte chinoise et terminer le travail.

Depuis le début de son mandat, le président s'est **retiré unilatéralement des contrats commerciaux (ALÉNA)** ou refuse d'en signer de nouveaux, malgré l'aboutissement de nombreuses années de négociations (**TTP**). Sa décision de **quitter l'Organisation mondiale du commerce** crée des problèmes majeurs pour l'économie mondiale. Pendant des décennies, l'OMC avait créé un ensemble de règles qui régissaient les entreprises et le commerce, dont les instruments de règlement des différends fonctionnaient bien et donnaient à l'économie mondialisée une plus grande prévisibilité.

En **se retirant de l'accord international sur l'environnement**, les États-Unis posent un défi presque plus grand à notre planète. Les États-Unis sont indépendants des importations d'énergie en raison de ce que l'on appelle la « fracturation ». Cela signifie qu'il n'y a aucune incitation à s'intégrer dans un système international compte tenu de la menace mondiale qui pèse sur l'environnement. Nous ne pouvons plus que compter sur les gouverneurs et les parlements des États américains qui ont reconnu les dangers du changement climatique et résistent à la politique climatique du président. Alors que Trump dans la roseraie de la Maison Blanche louait le retrait de l'accord et sa politique climatique réussie, l'industrie du charbon aux États-Unis, entre autres, calculait déjà les profits qui pourraient être réalisés sur la base de la nouvelle politique climatique américaine. Même des pays comme la Chine ont entre-temps accru leur sensibilisation à l'environnement et reconnu les dangers pour leur propre économie.

L'**Accord avec l'Iran**, qui de l'avis de la plupart des États aurait limité le programme nucléaire iranien, a échoué à cause des États-Unis. La menace nucléaire mondiale s'est donc accrue. Quel État du tiers monde serait encore prêt aujourd'hui à s'appuyer sur des partenaires contractuels occidentaux et à prendre des engagements similaires à ceux de l'Iran à l'époque ? La Corée du Nord en a également fait le constat.

L'**intérêt pour le dictateur coréen** s'est alors dissipé aux États-Unis. Le gouvernement américain n'honore plus sa **responsabilité internationale** précédente. Cela a commencé par son retrait de l'**UNESCO**. Les ressources financières pour les **Nations Unies** (ONU) et ses sous-organisations ont été réduites ou supprimées, tandis que le personnel du Département d'État américain a été réduit, de même que l'aide au développement au niveau mondial. **Sur la gestion des crises internationales** les États-Unis ne sont prêts à le faire que s'ils voient **leurs intérêts directement affectés**. Au **Proche et Moyen Orient**, ils ne jouent plus guère de rôle. Déjà sous Obama, les États-Unis avaient réduit leur présence en Syrie et en Russie et même **laisser le champ libre à l'Iran**. **La Chine étend son influence** dans toute la région et est considérée par Trump **comme la véritable menace**.

La politique au Moyen-Orient uniquement orientée sur les intérêts israéliens a minimisé le rôle de l'Amérique dans la région. La reconnaissance de Jérusalem comme capitale israélienne - sans aucune consultation préalable avec les alliés - est unanimement rejetée dans le monde arabe et n'est pas non plus soutenue par la plupart des États de l'UE. L'encouragement américain d'Israël à annexer les territoires palestiniens occupés accroît encore les tensions. L'UE n'est pas non plus disposée à suivre le mouvement dans ce domaine. Le beau-fils de Trump **Jared Kushner** qui n'a aucune expérience dans la région, avait négocié cette solution unilatéralement avec Israël, **sans impliquer les États arabes**, et encore moins **l'Union européenne**. Ce ne sera en aucun cas **une solution durable**.

En plein cœur de la **pandémie liée au coronavirus**, Trump a déclaré son **retrait de l'Organisation mondiale de la santé** (OMS) en gelant tous les paiements. Elle affaiblit délibérément l'OMS, dont la nécessité est urgente malgré certaines faiblesses. Comme toujours, il s'agit **de détourner l'attention de ses propres échecs** qui ont conduit à un nombre élevé d'infections et de décès aux États-Unis. Pendant longtemps, les États-Unis ont été en tête de la liste de décès et de personnes infectées. Ils ne sont dépassés aujourd'hui que par le Brésil.

En accord avec ses partenaires européens, le gouvernement allemand tente d'empêcher une course à l'exploitation commerciale d'un futur **vaccin contre le coronavirus** dans l'intérêt des pays pauvres. Le président Trump a toutefois déjà fait savoir que pour lui, le principe **America First** devrait là encore s'appliquer.

En attendant, les Américains semblent être plus nombreux à voir plus clairement la situation dans leur pays. La résistance contre le président s'accroît en raison de la situation

économique désastreuse causée par la pandémie. La violence policière en particulier, qui a causé la mort de George Floyd, a porté la protestation dans les rues.

L'Allemagne est actuellement l'adversaire favori du gouvernement Trump. Les souvenirs négatifs des ancêtres de l'Allemagne remontent-ils jusqu'ici ? L'Allemagne est-elle trop rarement disposée à céder aux divergences d'opinion, ou est-ce dû à **l'alchimie entre Trump et Merkel** ?

C'est peut-être un peu de tout cela. Il existe de nombreux litiges : n'ayant respecté l'objectif fixé d'allouer un budget de deux pour cent à la défense, l'Allemagne a en effet un problème. L'accusation de ne pas dépenser suffisamment pour notre défense restera longtemps d'actualité. Le Brexit, la pandémie, l'Otan. La charge budgétaire globale va également augmenter pour nous. À cela s'ajoutent les difficultés supplémentaires liées au retrait des États-Unis de leurs responsabilités. Or l'Allemagne va devoir faire à d'autres sujets de taille, par exemple dans les domaines de l'aide au développement, de la politique de sécurité, de l'environnement et de l'énergie.

La participation de la société chinoise de téléphonie mobile **Huawei au développement du réseau 5G** attise les frictions entre nous et les États-Unis. Il est intéressant de noter que la Grande-Bretagne assume également la nécessité d'une participation chinoise - contrairement à nous, cependant, sans critique publique aiguë de la part des États-Unis.* Même ces derniers ne pourront peut-être pas éviter la coopération en raison de la grande avance de la Chine dans cette technologie.

Les **menaces constantes des droits de douane sur les automobiles allemandes** sont également loin d'être favorables à la situation. Il en va de même pour la planification d'un sommet UE-Chine pendant la présidence allemande du Conseil, alors que le président américain tente actuellement d'obtenir la participation d'autres États tels que l'Australie, le Japon et l'Inde à son sommet du G-8, **en excluant délibérément la Chine**.

Dans le dossier **Nord Stream 2**, nous avons non seulement les États-Unis (surtout le Congrès) contre nous, mais aussi certains de nos voisins européens. Toutefois, ce sujet pourrait perdre de son importance en raison du temps écoulé et de son aboutissement.

Le principal intervenant du président dans ces questions et dans d'autres était l'ancien **'ambassadeur des États-Unis à Berlin, Richard Grenell**, qui vient de réintégrer le personnel de la campagne présidentielle. Si on lui confiait un mandat dans une future administration Trump, les perspectives ne seraient pas réjouissantes, compte tenu son animosité envers l'Allemagne.

Il est certain que la **relation personnelle entre Mme Merkel et M. Trump** joue un rôle. L'objectivité froide de la réaction de Merkel vis-à-vis de Trump provoque en lui la fureur. Il préférerait un échange de tweet peu amical. Mais il dirige **dans le vide avec ses tweets** - une situation difficile pour un homme politique de son caractère.

Les États-Unis, qui ont été un allié fiable et un artisan de l'ordre mondial depuis la Seconde Guerre mondiale, ont abandonné ce rôle. Il est actuellement difficile de trouver un terrain d'entente avec eux sous la présidence de Trump - sans parler des valeurs communes. Même la convergence des intérêts a diminué.

Ces intérêts des alliés ne sont guère pris en compte. Il a été rapporté à Washington que Trump prévoit de réduire le nombre **des troupes américaines présentes en Allemagne de 9 500 soldats**, soit d'un-tiers. Cela n'affecte pas seulement les intérêts stratégiques de tous les partenaires de l'OTAN. En même temps, le fait qu'elle n'ait reçu jusqu'à présent ni confirmation ni démenti officiels est un affront au gouvernement Merkel. Trump, qui n'a jamais éprouvé beaucoup de sympathie pour l'UE, tente de la diviser encore et encore. Dans

le même temps, la **Pologne** a fait part de son intérêt de devenir à l'avenir un pays d'accueil pour ces troupes américaines. La situation est rendue encore plus difficile par le fait que la Russie invoquera vraisemblablement le fait qu'aucune troupe de l'OTAN ne peut être transférée à l'Est. Mais le transfert vers la Pologne n'a pas non plus de sens d'un point de vue militaire, économique et financier. L'importance logistique de l'Allemagne pour la région de tension du Moyen-Orient est incontestée. Les États-Unis ont déjà investi des milliards de dollars dans leur plus grande base. Vingt-deux membres républicains de la Chambre des représentants ont donc mis en garde contre cette mesure dans une lettre publique - une opinion qui est évidemment partagée par les militaires.

Avec « America First », le pays s'est **de plus en plus isolé, le privant de la confiance au niveau international**. On ne peut imaginer le plaisir que prennent les Russes et les Chinois à assister au déclin d'une grande puissance. En ce qui concerne la pandémie de coronavirus, les États-Unis ne sont pas mieux lotis que ces pays. L'accusation de racisme demeure. Le nombre de chômeurs avoisine les 40 millions et l'économie est en déclin. Cependant, la puissance militaire des États-Unis est maintenue et à travers elle, un potentiel de perturbation considérable. Il n'y a aucune raison d'être arrogant de part et d'autre.

La réponse de l'Europe à la question de savoir ce qu'il faut faire n'a pas changé. La solution pour nous réside uniquement dans l'Union européenne. L'accord sur le paquet d'aide pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie montre ce qui est possible - surtout si la France et l'Allemagne s'entendent. La présidence allemande de l'UE et la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies à partir du 1er juillet ouvrent de nouvelles possibilités pour façonner l'avenir. Quelle que soit l'issue de la prochaine élection présidentielle américaine. Nous ne reviendrons pas aussi vite aux temps heureux du passé, même sous la présidence de M. Biden. Les États-Unis n'ont presque jamais été aussi divisés qu'aujourd'hui. **Une courte victoire électorale pour Biden** pourrait amener M. Trump à mettre à exécution sa menace de 2017 et à ne pas reconnaître le résultat. Il a déjà ses partisans, tout comme la majorité de la Cour suprême.

Mais faisons confiance au bon sens de nos amis aux États-Unis.

*Note de la rédaction: le Premier ministre britannique Boris Johnson a suspendu sous la pression de sa propre faction les plans de participation de Huawei jusqu'en 2023.

Jürgen Chrobog, Ancien ambassadeur allemand aux États-Unis et Ancien secrétaire d'État aux affaires étrangères, Président du Sénat européen Politique de l'entrepreneuriat "Wir Eigentümerunternehmer"